

**MISSION CONJOINTE BID-OCDE/PGD
PORT-AU-PRINCE, HAÏTI**

RAPPORT

Dates de la Mission	27 – 31 Octobre 2008
Membres de la Mission (BID)	Xavier Comas (ICF/ICS), Dana Michael King (ICF/ICS)
Membres de la Mission (OCDE/PGD)	Bathylle Missika, Kerri Elgar
Objectifs de la Mission	<ul style="list-style-type: none">-Etablir un état des lieux des opérations en cours dans le domaine de la gouvernance et du renforcement de l'Etat ;- Effectuer un bilan des problèmes qui se posent en particulier par rapport à l'aide internationale dans ces secteurs et examiner des pistes de solutions appropriées ;- Identifier conjointement avec d'autres bailleurs des possibilités de coopération- Identifier de possibles opportunités de soutien venant de l'OCDE (PGD) en collaboration avec le gouvernement et d'autres bailleurs
Nombre de Réunions Effectuées¹ :	22
Nombre Total d'Organisations Rencontrées	17
Nombre d'Organisations Publiques (gouvernement)	8 (Primature, Parlement, ULCC, UCP/MEF, MPCE, MICT, CNMP, UE/Prodev)
Nombre d'Organisations Internationales (donateurs)	8 (Union Européenne, FMI, ACDI/Ambassade du Canada, PNUD, USAID/Ambassade des USA, Ambassade du Chili, Ambassade de France, BID)
Nombre d'Organisations de la Société Civile	3 (Fondation Héritage, CLED, PADF)

¹ Pour des questions logistiques, certaines réunions ont été effectuées uniquement avec les seuls représentants de la BID (FMI, CLED, PADF, ULCC) et d'autres avec les seuls représentants de l'OCDE (Ambassade de France).

Résumé de la mission

- 1.1 Les différentes réunions réalisées avec les organisations internationales ont mis en évidence (i) une faible capacité d'absorption du gouvernement haïtien, (ii) un manque de cohésion dans l'action gouvernementale faute d'une absence de priorisation des interventions et à cause de l'ampleur du programme d'urgence conçu à la suite du passage des 4 derniers ouragans, (iii) un besoin accru de coordination de l'action des bailleurs de fonds dans l'esprit de la déclaration de Paris, (iv) un retard quasi-généralisé dans la mise en œuvre de certains programmes de renforcement de la gouvernance démocratique; (v) une certaine faiblesse dans la capacité de coordination et de suivi du travail interministériel et une absence d'un système de suivi-évaluation intégré des programmes à cause de la faiblesse institutionnelle de l'Institut Haïtien de Statistique et de l'Informatique (IHSI), institution responsable du système de production, de systématisation et de diffusion des informations et des données statistiques, (vi) une inquiétude par rapport à la détérioration des principaux indicateurs macroéconomiques et aux effets de la crise financière internationale.
- 1.2 Réciproquement, les responsables gouvernementaux ont fait état de leur frustration par rapport (a) aux exigences trop contraignantes de la communauté internationale (par exemple les conditionnalités à échéances variables), (b) au manque de coordination des bailleurs qui donne lieu à un gaspillage de ressources et à des projets doublon, (c) au manque d'appui financier pour des actions que le gouvernement juge prioritaires en particulier dans le cadre du DSNCRP et (d) aux procédures de décaissement des fonds mis à la disposition du gouvernement. Ils ont manifesté la velléité d'arriver, dans le meilleur délai, à une opérationnalisation du DSNCRP et, pour cela, ils sont en train d'établir un ordre de priorités dans les diverses interventions programmées pour la période 2009-2010. En outre, ils ont fait savoir que le budget pour la mise en œuvre du DSNCRP estimé à près de 4 milliards de dollars américains et que le gouvernement dispose seulement de 1.8 milliards², soit moins de 50% des ressources nécessaires. Face à ce constat, ils ont exprimé l'idée d'organiser au début de l'année 2009 une conférence des bailleurs en vue d'effectuer un plaidoyer pour un plus grand soutien de la communauté internationale en faveur de la réduction de la pauvreté en Haïti et d'une harmonisation et un alignement accrus de l'aide selon les principes d'efficacité de l'aide réaffirmés au Forum d'Accra en Septembre 2008.
- 1.3 Pour leur part, les organisations de la Société Civile ont exprimé leur insatisfaction par rapport (1) à la non prise en compte du secteur privé dans les programmes de renforcement de la gouvernance financés par la communauté internationale, (1)

² Cette estimation se fonde sur l'hypothèse que les bailleurs seraient capables de "refondre" leurs activités en cours pour coller précisément aux activités identifiées dans le futur document d'opérationnalisation du DSNCRP

l'insuffisance de progrès dans la lutte contre la corruption qui gangrène l'administration publique haïtienne, (2) au manque de volonté politique réelle pour le renforcement des institutions démocratiques, (3) à la léthargie du Conseil Electoral Provisoire quant à l'organisation des différentes élections prévues par la constitution, ce qui complique énormément le processus politique et expose le pays à des risques considérables.

Conclusions

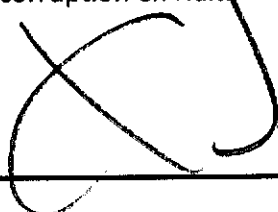
Après avoir participé aux 22 réunions inscrites à l'agenda, la mission s'est rendue compte qu'il est absolument indispensable que des discussions sérieuses soient organisées entre le groupe des 10 (G-10) et le gouvernement pour améliorer le problème de coordination des interventions des bailleurs en particulier pour le suivi des efforts sectoriels dans le cadre du DSNCRP et afin d'arriver à une communication optimisée avec les interlocuteurs gouvernementaux. La formule de « maison de la coopération » qui fonctionnerait comme un secrétariat multi-bailleur où chacune des institutions bi ou multilatérale serait représentée et celle des tables sectorielles, fonctionnant depuis l'année 2005 comme des espaces de concertation entre les représentants des bailleurs et ceux du gouvernement, ne permettront pas de résoudre tous les problèmes d'exécution. Cela dit, cette initiative pourrait permettre un meilleur suivi des initiatives sectorielles et un dialogue accru avec le gouvernement. Il faudra adjoindre à ce dispositif la création de groupes sectoriels de travail pouvant adresser l'opérationnalisation des programmes liés au DSNCRP au sein même des institutions bénéficiaires, ainsi que permettre au gouvernement d'avoir sa propre équipe de liaison pour interagir avec le Secrétariat de la "maison de coopération". L'OCDE serait prêt à examiner avec le gouvernement quels seraient les besoins dans ce domaine.

Sur le problème de la capacité d'absorption du secteur public et de la difficulté d'établir des priorités dans les interventions figurant dans le DSNCRP, la mission suggère que la communauté internationale fasse un effort supplémentaire pour faire correspondre, au mieux que possible, les programmes en cours et en cours de définition aux besoins du gouvernement actuel.

En ce qui concerne le déficit de synergie et de dialogue concernant la planification stratégique entre la Primature, le MEF et le MPCE, d'une part, et l'établissement des pré-requis nécessaires à la mise en place d'un système de gestion axée sur les résultats, la mission suggérerait au gouvernement de produire une demande auprès de l'OCDE en vue de pouvoir bénéficier de l'expertise du groupe PDG pour un appui à la capacité de planification stratégique et de gestion par les résultats; l'idée étant d'aboutir à un plan d'actions de moyen terme et de long terme assortis d'objectifs précis et de résultats bien définis. Le PDG peut ainsi offrir un appui substantiel dans la définition des actions prioritaires en matière de suivi des grandes décisions gouvernementales, surtout celles qui concernent la gestion axée sur les résultats et la planification stratégique.

Enfin, par rapport aux besoins de financement exprimés par toutes les institutions rencontrées, la mission est disposée à explorer des possibilités de coopération dans (i) la production et la systématisation des données statistiques avec l'IHSI, (ii) la sécurisation des conventions et des droits de propriétés ainsi que le renforcement du système d'enregistrement et d'état civil, (iii) le domaine de l'e.gouvernance pour faciliter l'amélioration de la qualité et la vitesse de la provision des services publics aux citoyens et (iv) le renforcement des organisations de société civile travaillant dans la lutte contre la corruption en Haïti.

Pour l'ICS



Xavier Comas
Chef de Division

Pour le PDG



Bathylle Missika
Assistant Technique